

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 06/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert**

52 rue de la justice  
51100 Reims

Références : D1 i 2026-67  
Code AIOT : 0005701556

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert implanté Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51370 Saint-Brice-Courcelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel des contrôles et permet de s'assurer que l'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que les arrêtés ministériels auxquels ses activités sont soumises.

Par ailleurs, le service de l'Inspection vérifie que les points de contrôle ayant fait l'objet de suites administratives ont été levés par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert
- Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51370 Saint-Brice-Courcelles
- Code AIOT : 0005701556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe Charbonneaux-Brabant exploite un site de stockage et de conditionnement de produits chimiques au 34 rue Emile Druart sur la commune de Saint-Brice-Courcelles (51), dit site Colbert. Les produits chimiques ne sont pas fabriqués sur le site Colbert. Cet établissement est désormais classé SEVESO seuil haut depuis 2023.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 4  | Pollution  | Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3.5.2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 6  | Dispositions complémentaires aux établissements seuil haut | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9       | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Garanties financières                                   | Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 1.5.2                 | Sans objet        |
| 2  | Mesures de maîtrise des risques                         | Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article Annexe 1              | Sans objet        |
| 3  | Dispositions relatives à la protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18                    | Sans objet        |
| 5  | Situations d'urgence et moyens d'intervention           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68, sous-section VI-4 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite l'exploitant a transmis :

- un nouveau calcul des garanties financières. Après validation du montant par le service de l'inspection, l'exploitant a fourni l'acte de cautionnement solidaire daté du 23/01/2026 ;
- la mise à jour de l'analyse du risque foudre ainsi que l'étude technique foudre sur l'ensemble du site avec l'engagement signé pour le remplacement du paratonnerre du bâtiment 4 "Javel".

Par ailleurs, un hydrogéologue agréé a été nommé en date du 21/01/2026 afin de valider la méthodologie pour traiter la pollution au droit du bâtiment 5.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 1.5.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etablissement des garanties financières   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><i>" Dès la mise en activité des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :<br/>- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement,<br/>- la valeur datée du dernier indice public TP01."</i>  |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Il est constaté que les garanties financières (GF) ne sont, à ce jour, toujours pas constituées.</u><br>Le service d'inspection rappelle l'historique des échanges et de l'accompagnement dont l'exploitant a bénéficié notamment sur ce sujet : <ul style="list-style-type: none"><li>- Lors de l'inspection du 19/09/2023, une première lettre de suite préfectorale demande d'adresser sous 15 jours le document attestant de la constitution des GF. L'exploitant indique en réponse qu'il a détecté une erreur dans le calcul. Le service de l'Inspection invite l'exploitant à déposer un "Porter à connaissance" (PAC) ;</li><li>- Le 29/03/2024, l'exploitant adresse ce PAC au guichet unique de la DDT ;</li></ul><br><ul style="list-style-type: none"><li>- Suite à son instruction, l'Inspection formule des remarques, notamment sur les modalités de calculs qui ne respectent pas la circulaire 91-103 du 18/07/1997. L'Inspection participe à une réunion en visioconférence avec le bureau d'études de l'exploitant pour expliciter et préciser ces remarques ;</li></ul><br><ul style="list-style-type: none"><li>- Devant les difficultés à convaincre de la nécessité d'avancer sur plusieurs sujets et face aux incompréhensions marquées de l'entreprise, l'Inspection organise une réunion sur site le 13/12/2024, en rassemblant trois inspecteurs de l'environnement et le chef de l'unité départementale de la Marne, en présence notamment du directeur général de l'entreprise ; l'objectif du service d'Inspection est de tenter d'éclairer l'entreprise sur l'importance des</li></ul> |

différents sujets sur lesquels une régularisation administrative est nécessaire ;

- Lors de l'inspection du 22/04/2025, il est constaté que l'exploitant n'a toujours pas transmis de PAC modificatif et que les garanties financières ne sont toujours pas constituées dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

> suite à l'inspection du 22/04/2025, il est demandé à l'exploitant dans un délai de 6 mois "de transmettre le nouveau calcul des garanties financières et d'attester la constitution de ce montant, après validation par le service instructeur, dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012" .

- Le 13/11/2025, l'exploitant dépose au guichet unique de la DDT, un PAC modificatif ; suite à son instruction, l'Inspection constate à nouveau l'existence d'erreurs de calculs, tracées dans son courrier D1 i 2025-1223 du 10/12/2025 ;

Il est à noter que le jour de la visite, objet du présent rapport, l'inspecteur précise, à nouveau, quelles sont les erreurs identifiées et quelles sont les modifications à apporter.

Malgré les nombreux échanges, réunions et alertes, qui reflètent une réelle volonté d'accompagner l'entreprise, il est constaté que le site n'a toujours pas constitué les garanties financières, exigées réglementairement depuis son passage au statut de SEVESO Seuil Haut, en 2023.

Suite à cette visite, l'exploitant a transmis au service de l'inspection un nouveau calcul des garanties financières en date du 13/01/2026. Après analyse du calcul, le service de l'inspection a validé ce montant et devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire pour l'acter.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis au service de l'inspection l'acte de cautionnement n°00033-02-1825053 de ce montant daté du 23/01/2026.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le service de l'inspection propose à la signature de Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral complémentaire afin de modifier l'article 1.5.1 "Garanties financières" de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2023-A-108-IC fixant le montant des garanties financières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Mesures de maîtrise des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article Annexe 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

**Prescription contrôlée :**

"[...]"

*L'exploitant transmet, avant démarrage de l'installation, une note démontrant que les mesures mises*

en place répondent aux caractéristiques d'une mesure de maîtrise des risques de l'arrêté du 29 septembre 2005 modifié susvisé et actualise le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article. Ce document indique pour chaque MMR au moins par les éléments suivants :

- description de la fonction de sécurité et principe de fonctionnement ;
- type de mesure (technique, organisationnelle, active, passive) ;
- description des éléments de la chaîne de sécurité (détection, traitement, action) ;
- synoptique de la chaîne de sécurité ;
- cinétique de mise en œuvre / cinétique de l'événement à maîtriser ;
- tests, contrôles et inspections à mener sur les différents éléments de la chaîne de sécurité ;
- maintenance des différents éléments de la chaîne de sécurité ;
- niveau de confiance ; • organisation en cas de défaillance de la mesure : arrêt / mesures compensatoires justifiées.

Chaque mise à jour de ce document est transmis à l'inspection des installations classées."

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté au service de l'inspection la fiche de vie de la MMR "Mag 8.3" (empêcher la propagation d'un incendie à la cellule 3 du bâtiment n°8).

Les équipements, les documents associés, la maintenance et la fréquence de vérification de la chaîne "détection-transmission-action" sont identifiés et intégrés dans la Gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Par ailleurs, suite à la dernière inspection du 22/04/2025, une mise à jour a été réalisée sur la fiche de vie de la MMR "Min 5" (empêcher le mélange de produits incompatibles lors du dépotage) et les éléments constitutifs de la chaîne ont été intégrés dans la GMAO.

Le service de l'inspection a pu constater les éléments de la chaîne de la MMR "Mag 8.3" ainsi que les pièces détachées de la MMR Min 5 en cas de défaillance.

L'exploitant indique au service de l'inspection que l'ensemble des fiches de vie des MMR seront actualisées sur le même format que la fiche "Mag 8.3".

Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler sur ce point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Analyse du risque foudre

#### **Prescription contrôlée :**

" Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences.

Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour

toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque."

**Constats :**

L'exploitant n'a pas remis au service de l'inspection, comme cela avait été demandé suite à la visite du 22/04/2025, une analyse du risque "foudre" (ARF) sur l'ensemble du site "Colbert". Néanmoins, Il précise qu'une vérification complète du site est prévue le 29/12/2025 et qu'une nouvelle ARF devrait être réalisée au 1er semestre 2026.

Le service de l'inspection réitère à l'exploitant les propos tenus lors de la visite du 22/04/2025 sur son obligation de faire cette mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Il est rappelé à l'exploitant que la construction des bâtiments de stockage 8 et 9 sont des modifications substantielles ayant entraîné le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation, et la rédaction d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation.

Par ailleurs, lors de la visite, le service de l'inspection a constaté que le stockage dans ces nouveaux bâtiments est en cours. Plusieurs palettes de produits sont positionnées dans les emplacements.

L'absence d'analyse du risque "Foudre" sur un site SEVESO seuil haut est une non conformité majeure.

A la suite de cette visite, l'exploitant a transmis au service de l'inspection en date du 12/01/2026, la mise à jour de l'ARF ainsi que l'acte d'engagement pour remplacer le paratonnerre du bâtiment 4 "Javel", suite à l'étude technique foudre réalisée sur site le 6/01/2026.

Par conséquent, le service n'a plus de remarque à formuler sur ce point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Pollution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3.5.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution en COHV et phtalates de la nappe de la craie

**Prescription contrôlée :**

" L'exploitant met en place un dispositif de traitement des eaux souterraines au droit de la zone source définie par les études et diagnostics réalisés afin de limiter le flux sortant de l'emprise de l'établissement.

Pour le 31 décembre 2023, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un rapport reprenant point par point les éléments exigés à l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Il s'appuiera sur le guide sur la « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » pour réaliser ce rapport.

L'arrêt du traitement de la pollution ne pourra se faire qu'après accord de l'inspection des installations classées."

**Constats :**

A la suite de l'inspection du 22/04/2025, l'exploitant a transmis au service de l'inspection les

rapports phases 1 et 2 "Inventaire et investigations sur les eaux souterraines", datés du 10/11/2023, conformément à l'article 3.5.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/06/2023.

Cette étude précise et justifie l'emplacement des trois piézomètres ainsi que la méthodologie proposée afin de cerner le spot de pollution identifié lors des études antérieures.

Lors de la présente visite, le service de l'inspection constate que le réseau de piézomètres n'est toujours pas en place.

Aucun traitement des eaux souterraines n'a été réalisé à ce jour, en application de l'article 3.5.2.1.

Le service de l'inspection invite l'exploitant à se rapprocher d'un hydrogéologue afin de valider les emplacements des piézomètres ainsi que la méthodologie relative aux opérations de dépollution.

Suite à la visite, l'exploitant a pris l'attache, fin décembre 2025, de l'agence régionale de santé (ARS) afin de nommer un hydrogéologue agréé.

Dans son mail du 23 janvier 2026, l'ARS indiquait, sur proposition du coordinateur des hydrogéologues agréés, la nomination d'un hydrogéologue agréé en date du 21/01/2026 afin de réaliser cette mission.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 3 mois, l'exploitant proposera un échéancier visant à mettre en œuvre le réseau de piézomètres prévu. Il prendra préalablement avis auprès d'un hydrogéologue. Il précisera également la méthode qu'il compte mettre en œuvre pour assurer le traitement de la pollution des eaux souterraines, avec un échéancier associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Situations d'urgence et moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68, sous-section VI-4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

#### **Prescription contrôlée :**

*" Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.*

*« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.*

*« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.*

*« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et*



le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure."

**Constats :**

L'exploitant a transmis au service de l'inspection les documents suivants :

- certificat Q4, compte rendu de vérification périodique des extincteurs du 11/03/2025;
- contrat de maintenance de l'installation de protection incendie du 25/11/2025 avec :  
Vérification semestrielle;  
Entretien annuel du groupe motopompe;  
Entretien annuel des postes de contrôle et des systèmes antigel;  
Entretien triennal;  
Vérification annuelle RIA et PIA.

- la maintenance préventive annuelle de la MMR "Min5" (SDMI Chlorhydrique et javel)

Par ailleurs, les centrales, les détecteurs incendie et les portes coupe-feu font également l'objet de contrats avec des prestataires extérieurs.

Tous les équipements de protection contre le risque incendie sont intégrés dans la Gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Lors de la visite, le service de l'inspection a constaté la présence des équipements mais s'interroge sur l'autonomie en cas de perte d'utilité électrique.

En effet, le site ne possède pas de groupe électrogène et d'après l'exploitant seules les batteries des différentes centrales (détection, extinction et asservissement) prendraient le relai. Ce qui représenterait environ 8 h.

Ce point fera l'objet d'une prochaine visite au regard de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositions complémentaires aux établissements seuil haut**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Produits chimiques, liste des produits de décomposition émis en cas d'incendie

**Prescription contrôlée :**

*" La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. "*

**Constats :**

L'exploitant a présenté au service de l'inspection, la mise à jour des produits de décomposition débutée en mai 2024 par le bureau d'études.

Par ailleurs, il a précisé qu'un devis avec un bureau d'études avait été validé afin de mettre à jour l'étude de dangers.

Le service de l'inspection a rappelé à l'exploitant que la date butoir était fixée au 30/06/2025 et précise que ce sujet avait été abordé verbalement lors de la précédente inspection du 22/04/2025.

Par conséquent, l'exploitant doit finaliser cette mise à jour afin de se conformer à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre sa mise à jour de son étude de dangers sous 3 mois. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |